

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise



Direction de l'information
légal et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonce n° 20

02 - Aisne

ASSOCIATIONS

Créations

Déclaration à la sous-préfecture de Soissons

ENERGIE ET ENVIRONNEMENT EN DÉBAT DANS L' AISNE ET LA MARNE - SECTION AISNE.

Objet : protection de l'humain, de l'environnement et du patrimoine réel et immatériel au regard des équipements et moyens de production d'énergie susceptibles d'être installés sur le territoire dans le cadre de la transition écologique et énergétique face au dérèglement climatique et à la décarbonation de la production énergétique ; apporter aux décideurs locaux les informations nécessaires pour définir les stratégies à mettre en œuvre sur leurs territoires en matière d'énergies renouvelables, notamment sur les volets suivants : identification des potentiels d'énergie décarbonée pouvant être produite par le territoire, notamment en termes de thermique renouvelable (géothermie, pompe à chaleur, biomasse, méthanisation) ; partage des données factuelles et notamment des positions des pro et anti-éoliens ; identification de la façon la plus objective possible l'efficacité ou non et l'intérêt ou non de l'éolien terrestre dans une logique de production décarbonée industrielle et durable face aux enjeux climatiques, notamment sur l'impact global d'émission en CO₂ ; identification de la façon la plus objective possible des impacts avérés en France et en Europe des éoliennes terrestres ; précision sur les enjeux européens de la France en terme d'EnR sur la base d'une urgence climatique et non d'un a priori de besoins d'EnR. participer aux échanges et débats publics organisés en France et en Europe sur la définition du mix énergétique cible en 2050, la trajectoire énergétique nécessaire pour transmettre aux générations suivantes un cadre de vie et un potentiel d'activités économiques respectueux des valeurs et atouts des territoires, notamment pour l'activité agricole, les activités forestières, pastorales, viticoles, touristiques, de villégiatures ou de loisirs, pour les paysages classés ou non au patrimoine mondial de l'humanité (UNESCO), la faune et à la flore, pour les ressources naturelles en air et en eau, pour les monuments historiques, protégés ou non, le patrimoine de la mémoire, le petit patrimoine et les bâtiments typiques, afin de contribuer à la sauvegarde des atouts du territoire ; ce cadre de vie, constitué du bien commun de chaque territoire concerne tous les habitants du périmètre d'impact concerné, leur tranquillité, leur santé, la préservation de la valeur de leur patrimoine et de leur droit à vivre dans un environnement sain et sans nuisances ; contribuer à l'information du public, à la concertation nécessaire, et agir pour que les pouvoirs publics respectent le principe, conventionnel et constitutionnel, de participation du public aux décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement, lutter notamment par le recours en justice contre tout simulacre d'information, concertation préalable aux décisions ou autorisations réglementaires ou préfectorales ; représenter ses membres et ester en justice contre toutes décisions publiques ou privées, notamment tous permis de construire et autorisation d'exploitation, toute autorisation unique, toutes zones, tous schémas, tous projets susceptibles de porter atteinte à l'objet de l'association ou aux intérêts de ses

adhérents ; procéder à la collecte des fonds nécessaires pour assurer la défense juridique collective des particuliers, des associations, des fédérations et financer toutes actions utiles à la défense des intérêts des habitants du territoire ;

Siège social : 2, domaine de Chartreuve, 02220 Chéry-Chartreuve.

Date de la déclaration : 25 août 2022.